



IP(88)178

**PRESSE-MEDELSELS • MITTEILUNG AN DIE PRESSE • PRESS-RELEASE • INFORMATION A LA PRESSE
ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΗ ΓΙΑ ΤΟΝ ΤΥΠΟ • INFORMAZIONE ALLA STAMPA • MEDEDELING AAN DE PERS**

Bruxelles, le 24 mars 1988.

RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'EUROPE DE L'EST :

INTERVENTION DE MR DE CLERCQ DEVANT
LA COMMISSION POLITIQUE DU PARLEMENT EUROPEEN

-Bruxelles, 24 mars 1988 -

441.2(3)

1. VOUS AVEZ CERTAINEMENT CONNAISSANCE DES PRINCIPAUX FAITS INTERVENUS DANS LE CONTEXTE DE NOS RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST.. JE M'ATTARDERAI SUR DEUX POINTS :

- LA SITUATION ACTUELLE : QUELLE EST L'ÉVALUATION PAR LA COMMISSION DE LA MISE EN OEUVRE DE "L'APPROCHE PARALLÈLE" DE NOS RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'EST ET LE CAEM ?
- LES PERSPECTIVES IMMÉDIATES.

2. LA SITUATION ACTUELLE

SUR LE PLAN BILATÉRAL, LA COMMISSION NÉGOCIE, COMME VOUS LE SAVFZ, DES ACCORDS AVEC LA HONGRIE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA ROUMANIE :

2.1. DEPUIS LA TROISIÈME SÉRIE DE NÉGOCIATIONS QUI A EU LIEU EN OCTOBRE, IL N'Y A PAS EU AVEC LA HONGRIE DE NOUVELLES NÉGOCIATIONS OFFICIELLES CONCERNANT UN ACCORD DE COMMERCE ET DE COOPÉRATION. CELA NE SIGNIFIE TOUTEFOIS PAS QUE LA COMMISSION SOIT RESTÉE

./.

INACTIVE : NOUS AVONS EU AVEC LES HONGROIS DES DISCUSSIONS INFORMELLES APPROFONDIES. JE DOIS SOULIGNER QUE LA COMMISSION S'EST MONTRÉE TRÈS SOUPLE EN S'EFFORÇANT DE TENIR COMPTE À LA FOIS DES SOUHAITS HONGROIS ET DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE PARTICULIÈRE DE LA HONGRIE. NOUS SOMMES DISPOSÉS À ALLER TRÈS LOIN DANS LA LIBÉRALISATION DE NOTRE RÉGIME D'IMPORTATION POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES PRODUITS HONGROIS AU MARCHÉ DE LA COMMUNAUTÉ. EN MÊME TEMPS, NOUS DEVONS TOUTEFOIS ÊTRE ASSURÉS QUE DES PRODUITS PARTICULIÈREMENT SENSIBLES POURRONT FAIRE L'OBJET DE MESURES DE PROTECTION QUI POURRAIENT ÊTRE NÉCESSAIRES À LA SUITE DE LA LIBÉRALISATION.

IL Y A ENCORE UN EFFORT DE RAPPROCHEMENT À EFFECTUER DES DEUX CÔTÉS DE LA TABLE DE NÉGOCIATION ET LA HONGRIE AUSSI DEVRAIT FAIRE PREUVE DE SOUPLESSE. J'ESPÈRE TOUJOURS QUE CETTE NÉGOCIATION, QUE JE CONSIDÈRE COMME PARTICULIÈREMENT IMPORTANTE, ABOUTIRA D'ICI L'ÉTÉ. C'EST DANS CE SENS QUE J'AI PLAIDÉ LE DOSSIER AU CONSEIL LUNDI DERNIER ET J'ESPÈRE QU'À LA SESSION D'AVRIL LE CONSEIL POURRA APPROUVER UN PROJET D'ACCORD.

- 2.2. AVEC LA TCHÉCOSLOVAQUIE, NOUS AVONS EU UNE DEUXIÈME SÉRIE DE NÉGOCIATIONS EN DÉCEMBRE ET NOUS AVONS RÉALISÉ DES PROGRÈS CONCRETS CONCERNANT LE TEXTE DE L'ACCORD. UNE RÉUNION D'EXPERTS EST PRÉVUE PROCHAINEMENT (PROBABLEMENT EN AVRIL) POUR DISCUTER EN DÉTAIL DE CE QUE SERA LE CONTENU ÉCONOMIQUE DE L'ACCORD.

2.3. LA COMMISSION MIXTE CE/ROUMANIE A TENU SA RÉUNION ANNUELLE EN JANVIER ET J'AI DÛ DIRE À M. VADUVA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, QUE JE NE VOYAIS AUCUNE POSSIBILITÉ DE DEMANDER AU CONSEIL UN NOUVEAU MANDAT DE NÉGOCIATION CONCERNANT UN ACCORD DE COMMERCE ET DE COOPÉRATION AVEC LA ROUMANIE. AU COURS DES DISCUSSIONS QUE NOUS AVONS EUES JUSQU'À PRÉSENT, LES ROUMAINS ONT INSISTÉ POUR OBTENIR UN TRAITEMENT COMMERCIAL BEAUCOUP PLUS FAVORABLE QUE CELUI QUE NOUS LEUR ACCORDIONS JUSQU'À PRÉSENT. DANS L'ÉTAT ACTUEL TRÈS INSATISFAISANT DE NOS ÉCHANGES AVEC LA ROUMANIE(1), RIEN NE LE JUSTIFIE. LA SITUATION POLITIQUE NE NOUS PERMET PAS NON PLUS DE FAIRE UN TEL GESTE. LES NOMBREUX PROBLÈMES DE DROITS DE L'HOMME EN ROUMANIE, LE TRAITEMENT RÉSERVÉ AUX MINORITÉS, LES SOUFFRANCES INFLIGÉES AU PEUPLE ROUMAIN PAR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DES RESPONSABLES DE CE PAYS, LEUR REFUS DE PERMETTRE À UNE AIDE ÉTRANGÈRE D'AMÉLIORER UN TANT SOIT PEU LA SITUATION - TOUTES CES RAISONS ET D'AUTRES ENCORE EXPLIQUENT QUE LE CLIMAT GÉNÉRAL DE NOS RELATIONS AVEC LA ROUMANIE EST FROID ET QU'IL EST PROBABLE QU'IL LE RESTERA EN L'ABSENCE DE MODIFICATIONS DE LA POLITIQUE ROUMAINE. QUOI QU'IL EN SOIT, LA COMMISSION EST TOUJOURS DISPOSÉE À DISCUTER D'UN ACCORD, SUR LA BASE DE SON MANDAT ACTUEL.

(1) LES EXPORTATIONS COMMUNAUTAIRES À DESTINATION DE LA ROUMANIE ONT DIMINUÉ DE 50% AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE 1987.

2.4. POUR CE QUI EST DE NOS ENTRETIENS EXPLORATOIRES AVEC LA POLOGNE ET LA BULGARIE, NOS POSITIONS RESPECTIVES RESTENT TRÈS ÉLOIGNÉES. UN CERTAIN TEMPS S'ÉCOULERA AVANT QUE LA COMMISSION DEMANDE AU CONSEIL DES MANDATS DE NÉGOCIATION.

2.5. NOUS N'AVONS PAS ENCORE EU AVEC LA RDA D'ENTRETIENS SUR L'AVENIR DE NOS RELATIONS ÉCONOMIQUES, BIEN QUE NOUS AYONS DISCUTÉ AVEC SES REPRÉSENTANTS DE LA FORME DE NOS RELATIONS DIPLOMATIQUES.

2.6. POUR CE QUI EST DE L'UNION SOVIÉTIQUE, VOUS AUREZ CERTAINEMENT APPRIS QU'APRÈS DES RÉUNIONS INFORMELLES QUE J'AI EUES AVEC M. IVANOV, VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ÉTAT SOVIÉTIQUE POUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES, IL EST VENU À BRUXELLES LES 1ER ET 2 MARS, À LA TÊTE D'UNE DÉLÉGATION. LA NORMALISATION DE NOS RELATIONS À LA SUITE DE L'ÉCHANGE DES LETTRES QUE J'AI EU AVEC M. CHEVARNADZE EN 1986 A ÉTÉ DISCUTÉ AVEC UNE DÉLÉGATION D'EXPERTS DE LA COMMISSION. LES ENTRETIENS ONT NOTAMMENT PORTÉ SUR LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET L'UNION SOVIÉTIQUE ET SUR LE CONTENU D'UN ACCORD OU D'ACCORDS ÉVENTUELS ENTRE NOUS. CE FUT UNE RÉUNION D'EXPLICATION. NOUS AVONS EXPLIQUÉ NOS PROCÉDURES INTERNES ET PARLÉ DES POUVOIRS ET DES ACTIVITÉS DE LA COMMUNAUTÉ DANS DIFFÉRENTS DOMAINES, LES SOVIÉTIQUES EXPLIQUANT QUELS DOMAINES LES INTÉRESSAIENT DANS L'OPTIQUE D'UNE COOPÉRATION ÉVENTUELLE AVEC LA COMMUNAUTÉ. LES DISCUSSIONS ONT ÉTÉ UTILES ET INTÉRESSANTES ET NOUS ESPÉRONS

RENCONTRER À NOUVEAU LES RUSSES AVANT L'ÉTÉ. IL EST TOUTEFOIS TROP TÔT POUR DIRE CE QUE POURRAIT ÊTRE EXACTEMENT LA TENEUR D'UN FUTUR ACCORD.

IL SE PEUT QUE CERTAINS D'ENTRE VOUS AIENT LU LES COMMENTAIRES TRÈS INTÉRESSANTS QUE M. IVANOV A FAITS CONCERNANT CETTE RÉUNION, TELS QU'ILS ONT ÉTÉ RAPPORTÉS PAR L'AGENCE EUROPE, LE 11 MARS (2). CELA PROUVE D'AILLEURS QUE M. IVANOV CONNAÎT DÉJÀ BIEN LA COMMUNAUTÉ PUISQU'IL A CHOISI COMME INTERLOCUTEUR L'AGENCE EUROPE (QUI EST L'OFFICIEUSE PRAVDA DE LA COMMUNAUTÉ, SI JE PUIS M'EXPRIMER AINSI). JE N'AI PAS L'INTENTION D'OUVRIR UN DIALOGUE À DISTANCE AVEC M. IVANOV, MAIS JE TIENS À DIRE QUE SA FAÇON DE PRÉSENTER CE QUI S'EST PASSÉ À CETTE RÉUNION NE COÏNCIDE PAS EXACTEMENT AVEC CELLE DES EXPERTS DE LA COMMISSION QUI ÉTAIENT PRÉSENTS. NOUS AVONS BIEN EXPLIQUÉ, D'EMBLÉE, QUE NOTRE PRATIQUE HABITUELLE AVEC LES PAYS D'EUROPE DE L'EST ÉTAIT DE NÉGOCIER UN ACCORD COMMERCIAL - PRÉVOYANT ÉVENTUELLEMENT UNE COOPÉRATION COMMERCIALE - QUI CONSTITUE EN FAIT UN PREMIER PAS DANS LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS. CELA NE PRÉJUGE ÉVIDEMMENT PAS CE DÉVELOPPEMENT; MAIS IL FAUT UN COMMENCEMENT À TOUT. DE PLUS LA COMMUNAUTÉ S'INTÉRESSE TRADITIONNELLEMENT EN PREMIER LIEU AUX QUESTIONS COMMERCIALES. IL SEMBLE QUE L'UNION SOVIÉTIQUE NE SOIT PAS DISPOSÉE À NÉGOCIER UN ACCORD COMMERCIAL COMPLET AVEC LA COMMUNAUTÉ AVANT D'AVOIR ACHEVÉ LA PREMIÈRE PHASE DE SES RÉFORMES ÉCONOMIQUES, Y COMPRIS L'INTRODUCTION D'UN TARIF DOUANIER AYANT UN VÉRITABLE EFFET ÉCONOMIQUE. CELA EXPLIQUE L'INTÉRÊT DES SOVIÉTIQUES POUR LES DOMAINES DE COOPÉRATION. LA COMMUNAUTÉ

(2) COPIE EN ANNEXE.

N'EXCLUT PAS POUR AUTANT D'ACCEPTER LE CONCEPT SOVIÉTIQUE D'UN LARGE ACCORD-CADRE EN MATIÈRE DE COOPÉRATION DÈS LE DÉBUT. CECI TANT, AUSSI LONGTEMPS QU'IL N'APPARAÎT PAS CLAIREMENT QUELLE PLACE UN TEL ACCORD FERAIT AUX ÉCHANGES, NOUS NE POUVONS L'ACCEPTER.

C'EST POURQUOI LES EXPERTS DE LA COMMISSION NE SE SONT PAS PRONONCÉS. CONTRAIREMENT À CE QU'AFFIRME M. IVANOV EN FAVEUR D'UN ACCORD COUVRANT TOUS LES DOMAINES QU'IL MENTIONNE. NOUS NOUS SOMMES PAR CONTRE ENGAGÉS À EXAMINER SOIGNEUSEMENT LES IDÉES FORMULÉES PAR LES SOVIÉTIQUES ET À EN INFORMER PLEINEMENT LE CONSEIL. C'EST D'AILLEURS CE QUE NOUS FAISONS. NOUS DEVONS EXAMINER CES IDÉES, TANT DANS LE CONTEXTE - TRÈS IMPORTANT - DE NOS RELATIONS FUTURES AVEC L'URSS QUE DANS LE CONTEXTE PLUS LARGE DE NOS RELATIONS AVEC L'EUROPE DE L'EST DANS SON ENSEMBLE.

- 2.7. ENFIN, POUR EN VENIR À NOS CONTACTS AVEC LE COMECON, JE PUIS VOUS DIRE QUE DES CONTACTS INFORMELS ONT EU LIEU ENTRE LA COMMISSION ET LE SECRÉTARIAT DU COMECON, LA SEMAINE DERNIÈRE. ILS S'INSCRIVAIENT DANS LE CADRE D'UNE SÉRIE DE CONTACTS INFORMELS QUI ONT LIEU À DIFFÉRENTS NIVEAUX. PAR EXEMPLE, J'AI EU LE PLAISIR DE RENCONTRER UNE NOUVELLE FOIS EN DÉCEMBRE DERNIER M. SYCHOV. LA RÉUNION DE LA SEMAINE DERNIÈRE N'A RIEN APPORTÉ DE TRÈS NOUVEAU. LE CAEM N'A NOTAMMENT PAS PRÉSENTÉ DE PROPOSITION NOUVELLE CONCERNANT LA CLAUSE TERRITORIALE QUI RESTE LE PRINCIPAL PROBLÈME - MAIS NON LE SEUL - À RÉSOUDRE.

NOUS AVONS MAINTENU NOTRE POSITION : LA COMMUNAUTÉ NE PEUT ACCEPTER UNE DÉCLARATION COMMUNE QUI NE CONTIENNE PAS LA CLAUSE TERRITORIALE. IL A ÉTÉ CONVENU QUE LES CONTACTS INFORMELS SE POURSUIVAIENT.

3. EVALUATION DES PERSPECTIVES À COURT TERME.

NOUS TENONS À FAVORISER, EN PRIORITÉ, LA NÉGOCIATION D'ACCORDS BILATÉRAUX, NOTAMMENT AVEC LA HONGRIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. IL EST TOUTEFOIS INUTILE DE NOUS IMPOSER DES DÉLAIS. CES NÉGOCIATIONS SONT COMPLEXES ET COUVRENT UNE LARGE GAMME DE PRODUITS. NOUS NE VOULONS PAS DE SIMPLES ARRANGEMENTS CONCLUS RAPIDEMENT, MAIS DES ACCORDS ÉQUILIBRÉS, INTÉRESSANTS POUR LES DEUX PARTIES. II. VAUT MIEUX METTRE UN PEU PLUS DE TEMPS POUR Y ARRIVER.

AINSI QUE JE VOUS L'AI DÉJÀ DIT, LUNDI AU CONSEIL, LA COMMISSION A FAIT UN NOUVEL EFFORT POUR RÉALISER DES PROGRÈS IMPORTANTS AVEC LA HONGRIE. NOUS ESPÉRONS QUE NOS PARTENAIRES DU COMECON SERONT BIENTÔT EN MESURE DE NOUS PRESENTER DE NOUVELLES PROPOSITIONS SUR LA QUESTION DE LA CLAUSE TERRITORIALE QUI NOUS PERMETTRONT D'ORGANISER UNE TROISIÈME ET DERNIÈRE SÉRIE DE NÉGOCIATIONS AU COURS DESQUELLES UNE DÉCLARATION COMMUNE POURRA ÊTRE PARAPHÉE.

